

*Les crédits*

• (1430)

**Le président suppléant (M. Paproski):** Comme il n'y a pas eu 15 députés pour se prononcer contre la motion, cette dernière est réputée avoir été adoptée.

(La motion de M. Edmonston est adoptée.)

(La motion est adoptée.)

**Le président suppléant (M. Paproski):** Questions et observations. Le député de Windsor—Sainte-Claire.

**M. McCurdy:** Monsieur le Président, je pensais que la question portait. . .

**M. Gauthier:** J'invoque le Règlement.

**Le président suppléant (M. Paproski):** Le député d'Ottawa—Vanier invoque le Règlement.

**M. Gauthier:** Juridiquement parlant, monsieur le Président, le député de Chambly a présenté une motion. Elle a été adoptée. Juridiquement, cette motion nous interdit de lui poser des questions, lors même que nous le voudrions. Il a maintenant perdu la parole. À moins de consentement unanime, je n'aimerais pas violer le Règlement, ni lui non plus.

**Le président suppléant (M. Paproski):** Juridiquement, nous allons autoriser le député à répondre aux questions et observations, si nous avons le consentement unanime.

**Des voix:** D'accord.

**Des voix:** Non.

**Le président suppléant (M. Paproski):** Il n'y a pas consentement unanime. La députée d'Ottawa—Ouest.

**Mme Marlene Catterall (Ottawa—Ouest):** Monsieur le Président, je vais commencer en citant le hansard. J'espère que ce que je vais dire sera familier aux députés de la majorité. Je pense qu'ils devraient relire ces propos:

La couche d'ozone qui protège la terre des rayons ultra-violet du soleil est en train de diminuer. L'atmosphère terrestre reçoit chaque année 22 milliards de tonnes de dioxyde de carbone produit par la combustion de carburant fossile. Cette accumulation de gaz carbonique dans l'atmosphère provoque un réchauffement du climat dont nous commençons à peine. . . à comprendre les dangers, et qui plus est, les forêts qui convertissent ce gaz en oxygène disparaissent à un rythme effarant: 25 millions de tonnes d'anhydride sulfureux sont déversées chaque année au Canada et aux États-Unis sous forme de pluies acides qui détruisent nos lacs et nos rivières, endommageant nos forêts et menaçant notre santé.

Il est grand temps de non seulement parler de ces problèmes, mais de leur trouver une solution.

Ce sont les mots du premier ministre, tels qu'on peut les lire dans le hansard du 6 avril 1989.

Qu'avons-nous du fait de cette profonde compréhension de la gravité et de l'urgence du problème, ainsi que de la nécessité d'agir de suite? Près d'un an plus tard, nous n'avons toujours pas de loi de protection de l'environnement ou de loi sur les évaluations environnementales. Nous n'avons toujours pas de plan d'action en faveur de l'environnement. Non, au lieu de cela nous avons des réductions des programmes environnementaux et des coupures budgétaires.

C'est un grand plaisir que de prendre la parole aujourd'hui pour dénoncer cette poudre aux yeux qu'est le Plan vert, cette contradiction avec tous les gestes du gouvernement depuis son arrivée au pouvoir en 1984.

Le Plan vert est une litanie de promesses non tenues. C'est tout. Il nous ramène cinq ans en arrière. Il contredit tout ce que le gouvernement avait dit qu'il ferait. Le document est truffé d'expressions comme «pourrait envisager», «pourrait envisager de proposer», «devrions-nous», «pourrions-nous». Il est trop tard pour cela. Le premier ministre savait tout cela il y a un an. Il l'a dit clairement. Pourtant, quelles mesures ont été prises à cet égard?

Hier, nous avons entendu une litanie de prétendues réalisations du gouvernement dans le domaine de l'environnement. Je veux maintenant vous réciter une litanie d'échecs. Il ne s'agit pas seulement de cas où le gouvernement n'a pris aucune mesure, mais aussi de cas où les mesures qu'il a prises ont causé des dommages à l'environnement.

Il est question, dans le Plan vert, de la protection de la faune. Pourtant, nous avons un gouvernement qui a réduit de 3,8 millions de dollars le budget du Service canadien de la faune.

Nous parlons beaucoup des parcs et de l'élargissement de notre réseau de parcs nationaux. Pourtant, il y a quelques semaines, le gouvernement a voté contre une motion visant à élargir notre réseau de parcs et à respecter nos obligations internationales à cet égard.

Il est également question de transport et d'élimination dans le rapport. Puis-je rappeler au gouvernement que c'est il y a cinq ans qu'une fuite de BPC s'est produite à Kenora et que, pendant les trois années qui ont suivi, nous n'avons rien entendu à ce sujet, sauf des promesses? Aucune mesure n'a été prise jusqu'à ce que la catastrophe de Saint-Basile-le-Grand se produise quelques semaines avant les élections générales de 1988. Les BPC posaient de nouveau un problème, alors on a soudaine-